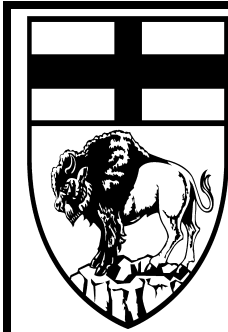


Lundi 12 avril 2010



## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

# FEUILLETON

N° 26  
ET AVIS

QUATRIÈME SESSION, TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

TREIZE HEURES TRENTE

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le *ministre* SWAN

(N° 19) — *Loi sur la protection contre la violence familiale et l'intérêt supérieur des enfants (modification de dispositions législatives concernant le droit de la famille)/The Protection from Domestic Violence and Best Interests of Children Act (Family Law Statutes Amended)*

M<sup>me</sup> DRIEDGER

(N° 221) — *Loi sur le comité d'examen des décès liés à la violence familiale/The Domestic Violence Death Review Committee Act*

M. HAWRANIK

(N° 222) — *Loi sur les droits des aînés/The Seniors' Rights Act*

#### PÉTITIONS

M<sup>me</sup> ROWAT

M. EICHLER

M. PEDERSEN

M. SCHULER

M<sup>me</sup> DRIEDGER

M. GRAYDON

M. LAMOUREUX

M. BRIESE

M. MAGUIRE

M<sup>me</sup> STEFANSON

## **RAPPORTS DE COMITÉS**

## **DÉPÔT DE RAPPORTS**

## **DÉCLARATIONS DE MINISTRE**

## **QUESTIONS ORALES**

## **DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ**

# **ORDRE DU JOUR**

## **AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

### **REPRISE DU DÉBAT (SIXIÈME JOUR)**

Motion de M<sup>me</sup> la *ministre* WOWCHUK

Que l'Assemblée approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Motion d'amendement de M. MCFADYEN

Que la motion principale soit amendée par substitution, au passage qui vient après « Assemblée », de ce qui suit :

déplore que le présent budget ne tienne pas compte des priorités des Manitobains et des Manitobaines étant donné :

a) qu'il impose aux familles manitobaines des tarifs d'eau et d'électricité plus élevés en plus de nombreuses autres taxes déguisées pour que le gouvernement néo-démocrate puisse se permettre trois projets inefficaces qui lui tiennent à cœur :

i. la construction du tracé ouest de la ligne de transport d'électricité à haute tension BiPole III au coût de 640 millions de dollars, malgré l'opposition d'Hydro-Manitoba et au détriment de l'environnement,

ii. le retrait de l'azote des eaux usées de la ville de Winnipeg, une décision qui devrait coûter 350 millions de dollars de plus aux contribuables et qui, selon des scientifiques respectés, pourrait nuire à la santé du lac Winnipeg,

iii. l'imposition d'un permis de conduire amélioré dont les Manitobains ne veulent pas, au coût de 14 millions de dollars;

b) qu'il crée une dette sans fond qui s'élève maintenant à 23,4 milliards de dollars et qui continue de grimper et que les familles manitobaines devront par conséquent travailler plus longtemps à un salaire moindre pour pouvoir rembourser cette dette au cours des années à venir;

c) qu'il fait fi des lois sur l'équilibre budgétaire afin de permettre au gouvernement néo-démocrate d'accumuler un déficit budgétaire énorme totalisant 2,039 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, mettant ainsi en danger les programmes sociaux tels les soins de santé et l'éducation;

d) qu'il n'a pas su protéger les services de soins de santé de première ligne à l'aide de modèles novateurs de prestation de services, lesquels auraient favorisé les soins préventifs et allégé une lourde bureaucratie;

e) qu'il ne reconnaît pas le rôle important que jouent l'agriculture et les collectivités rurales au sein de l'économie manitobaine;

f) qu'il n'offre aucun plan pour favoriser la création d'occasions et de richesses grâce à des investissements du secteur privé, ce qui aurait permis aux Manitobains et aux Manitobaines de croire que la province pourrait un jour s'acquitter de sa dette et de sa dépendance envers celle-ci et d'entrevoir un avenir plus positif,

et que le gouvernement ait, de ce fait, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

Motion d'amendement de M. GERRARD

Que l'amendement soit amendé par adjonction, à la fin, de ce qui suit :

L'Assemblée déplore également que le présent budget ne tienne pas compte des priorités des Manitobains et des Manitobaines étant donné :

g) qu'il n'offre pas de gestion efficace des finances du Manitoba, créant ainsi un énorme déficit structurel qui aura un effet néfaste sur les Manitobains pendant de nombreuses années;

h) qu'il ne reconnaît pas la conséquence négative qu'ont les cotisations sociales sur la croissance économique;

i) qu'il ne fixe pas d'objectifs ambitieux pour le système d'éducation provincial;

j) qu'il n'offre ni plan d'action ni financement approprié pour l'éducation de la petite enfance au Manitoba;

k) qu'il n'augmente pas l'aide financière aux étudiants et que les frais de scolarité au niveau universitaire sont majorés de 5 %, soit une augmentation supérieure à celle du coût de la vie;

l) qu'il ne reconnaît pas la nécessité d'un conseil manitobain de recherche en sciences, en génie et en sciences humaines et qu'il ne prévoit aucune mesure en vue de la constitution d'un tel conseil;

m) qu'il ne réduit pas la période d'attente pour l'admission aux établissements postsecondaires;

n) qu'il ne place pas les patients au premier plan puisqu'il continue d'établir les dépenses des Offices régionaux de la santé en fonction des budgets globaux plutôt que des services offerts;

o) qu'il omet de s'attaquer à l'épidémie de diabète à laquelle fait face le Manitoba et qu'il n'a pas fixé d'objectifs en vue de réduire l'incidence de cette maladie dans la province;

p) qu'il ne veille pas à ce que les Manitobains aient accès à des soins de santé dans leur collectivité, comme le démontre la fermeture de la Westbrook Medical Clinic;

q) qu'il ne met pas œuvre une politique manitobaine énonçant les services que devraient offrir les hôpitaux communautaires;

r) qu'il ne met en œuvre aucun plan visant à réduire le taux de pauvreté infantile au Manitoba;

s) qu'il continue d'ignorer la nécessité de fixer des objectifs visant l'assainissement du lac Winnipeg et d'autres lacs du Manitoba touchés par la prolifération d'algues toxiques et d'embaucher suffisamment d'agents pour faire respecter ces objectifs;

t) qu'il n'appuie pas le secteur agricole, puisqu'il a refusé de financer des pratiques agricoles écologiques tel un programme ALUS;

u) qu'il n'offre aucune mesure contre les changements climatiques et qu'il ne permet pas au gouvernement d'être neutre en carbone;

v) qu'il ne traite pas de la question des logements dans les collectivités du Nord;

w) qu'il ne fait rien pour stimuler le développement économique des Premières nations et des Manitobains des régions rurales;

x) qu'il ne réduit pas la période d'attente à un niveau raisonnable en ce qui concerne l'émission de certificats de candidats.

(M. GOERTZEN — 21 min)

(M. le *ministre* RONDEAU — 25 min) (reporté)

---

## COMITÉ PLÉNIER

## COMITÉ DES SUBSIDES

(96 h 9 min)

---

## DEUXIÈME LECTURE

M. le *ministre* LEMIEUX

(N<sup>o</sup> 3) — *Loi modifiant la Charte de la ville de Winnipeg et la Loi sur les municipalités (biens abandonnés)/The City of Winnipeg Charter Amendment and Municipal Amendment Act (Derelict Property)*

M<sup>me</sup> la *ministre* HOWARD

(N<sup>o</sup> 4) — *Loi modifiant la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail/The Workplace Safety and Health Amendment Act*

M<sup>me</sup> la ministre WOWCHUK

(N<sup>o</sup> 5) — *Loi sur le report des majorations de taxes foncières visant les chalets (modification de la Loi sur l'aide en matière de taxes foncières et d'isolation thermique des résidences)/The Cottage Property Tax Increase Deferral Act (Property Tax and Insulation Assistance Act Amended)*  
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M<sup>me</sup> la ministre ALLAN

(N<sup>o</sup> 6) — *Loi modifiant la Loi sur l'Association des commissaires d'écoles du Manitoba/The Manitoba Association of School Trustees Amendment Act*

M. le ministre SWAN

(N<sup>o</sup> 7) — *Loi modifiant le Code de la route (suspension de permis de conduire en cas d'infractions se rapportant au trafic de drogues)/The Highway Traffic Amendment Act (Suspending Drivers' Licences of Drug Traffickers)*

M. le ministre ASHTON

(N<sup>o</sup> 8) — *Loi modifiant le Code de la route (précautions que doivent prendre les conducteurs qui s'approchent de dépanneuses ou d'autres véhicules désignés)/The Highway Traffic Amendment Act (Safety Precautions to Be Taken When Approaching Tow Trucks and Other Designated Vehicles)*

M<sup>me</sup> la ministre HOWARD

(N<sup>o</sup> 9) — *Loi modifiant la Loi sur le permis d'électricien/The Electricians' Licence Amendment Act*

M. le ministre BJORNSON

(N<sup>o</sup> 10) — *Loi modifiant la Loi sur les procédures contre la Couronne/The Proceedings Against the Crown Amendment Act*

M. le ministre BLAIKIE

(N<sup>o</sup> 12) — *Loi sur le Fonds du patrimoine mondial Pimachiowin Aki/The Pimachiowin Aki World Heritage Fund Act*  
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le ministre SWAN

(N<sup>o</sup> 13) — *Loi modifiant la Loi sur les recours civils contre le crime organisé/The Civil Remedies Against Organized Crime Amendment Act*  
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le ministre SWAN

(N<sup>o</sup> 14) — *Loi sur le contrôle des gilets de protection balistique et des véhicules blindés/The Body Armour and Fortified Vehicle Control Act*  
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *ministre* BJORNSON

(N° 15) — *Loi sur les franchises/The Franchises Act*

M. le *premier ministre* SELINGER

(N° 16) — *Loi modifiant la Loi sur l'Ordre du Manitoba/The Order of Manitoba Amendment Act*

M. le *ministre* CHOMIAK

(N° 17) — *Loi modifiant la Loi sur les biocarburants/The Biofuels Amendment Act*  
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *ministre* ROBINSON

(N° 18) — *Loi modifiant la Loi sur le Fonds de développement économique local/The Communities Economic Development Fund Amendment Act*  
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

---

## FEUILLETON DES AVIS

### AVIS DE MOTIONS POUR MARDI

M<sup>me</sup> la *ministre* MCGIFFORD

(N° 20) — *Loi modifiant la Loi sur le Collège universitaire du Nord/The University College of the North Amendment Act*

---

### AVIS DE RÉUNIONS DE COMITÉ

Le Comité permanent des comptes publics se réunira le mercredi 14 avril 2010, à 19 heures, dans la salle 255 du palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner le rapport du vérificateur général intitulé « Follow-Up of Previously Issued Recommendations » et daté de mars 2009.